



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 4660

Texte de la question

SITUATION DANS LES BANLIEUES

M. le président. La parole est à Mme Elisabeth Pochon, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

Mme Elisabeth Pochon. Ma question s'adresse, elle aussi, à M. le ministre de l'intérieur. Elle aussi a pour objet la banlieue, sur laquelle est braquée une certaine actualité, celle de nombreuses villes dans lesquelles des voyous saccagent des voitures, des magasins et des équipements publics, et beaucoup moins celle de l'engagement spontané des jeunes et des habitants pour nettoyer et réparer les dégâts. Campagne présidentielle oblige, l'occasion est trop belle pour les Républicains de se saisir de ces violences urbaines, et seulement de cela, pour faire diversion à l'exposition médiatique de leur candidat. *(Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.– Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)* Quant au Front national, ces comportements, que nous réprouvons tous et qui sont ceux de quelques-uns, nourrissent son terreau habituel et lui permettent d'appeler à la vindicte contre les habitants de ces quartiers, en faisant un amalgame entre tous ceux qui y vivent.

L'affaire Théo n'est pas un fait divers. Elle en dit long sur la vie de toute une population de nos banlieues. Ce Théo, victime du comportement de policiers en totale contradiction avec les règles du droit et de la déontologie, représente aussi une jeunesse et une origine sociale exposées à des risques qui n'existent pas ailleurs sur notre territoire. L'enquête du Défenseur des droits révèle que la fréquence importante des contrôles alimente un sentiment de discrimination chez les jeunes. Près de 40 % des 18-24 ans indiquent avoir été contrôlés au cours des cinq dernières années ; parmi eux, les jeunes perçus comme noirs ou maghrébins sont particulièrement concernés. Comment cela pourrait-il ne pas susciter parfois un sentiment de défiance envers l'institution policière ?

Nous devons regarder les habitants qui vivent dans des conditions difficiles, mais qui gardent confiance dans la République. La République, c'est un grand acte de confiance, disait Jaurès – et il est de notre devoir de la faire vivre entre nos concitoyens et nos institutions.

Les manifestations actuelles d'expression d'un malaise ressenti sont légitimes. Cette parole ne doit pas être réprimée sous prétexte d'un amalgame entre cette banlieue, souvent silencieuse, digne et humble, et des voyous qui s'en prennent aux biens publics et privés. C'est à ceux qui veulent construire qu'il faut envoyer des signes.

Si c'est aujourd'hui la fête de l'amour, monsieur le ministre, la banlieue et sa jeunesse veulent être invitées à sa table ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

Mme Michèle Bonneton. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur. Madame la députée, tout comme vous, je veux que les relations dans chaque partie de notre territoire, en particulier dans ce que l'on appelle « les quartiers », dans les banlieues, soient fondées sur le respect : le respect que doivent avoir tous nos concitoyens envers les forces de sécurité, et singulièrement envers les forces de police qui interviennent dans un environnement difficile ; et le respect absolu dont doivent faire preuve celles et ceux qui portent l'uniforme, et qui doivent, dans ces quartiers, intervenir de la façon la plus professionnelle qui soit, dans le respect total de la déontologie.

Je ne ferai pas d'amalgame : ce n'est pas parce qu'un policier peut avoir eu un comportement complètement inadapté par rapport à la situation qu'il faut jeter l'opprobre sur les 145 000 policiers de notre pays, qui, pour la quasi-totalité d'entre eux, font un travail admirable. Je veux ici les remercier pour leur action au quotidien. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et sur quelques bancs du groupe Les Républicains.)* De même, je ne ferai pas d'amalgame entre ces jeunes qui veulent la manifestation de la vérité et que la justice passe et les quelques casseurs qui commettent chaque soir des exactions ; ceux-ci, nous ne les laisserons pas faire une seule nuit de plus sans qu'ils soient recherchés et déférés devant la justice.

Vous me parlez des relations entre la police et la population. Beaucoup a été fait depuis 2012. Nous allons continuer. Notamment, j'aurai l'occasion de détailler devant l'Assemblée nationale, dans les dix prochains jours, le dispositif de « caméras piétons », qui me semble de nature à apporter un apaisement dans la relation entre nos concitoyens et les forces de police, notamment s'agissant des contrôles d'identité et de la traçabilité des échanges. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

Données clés

Auteur : [Mme Elisabeth Pochon](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (8^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4660

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 février 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 février 2017](#)